

# ANTICIPATION DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES 2017

## EXPLOITATIONS AGRICOLES DE MIDI-PYRENEES

LES OBSERVATOIRES ET ÉTUDES  
ÉCONOMIQUES CERFRANCE



Groupama  
d'Oc



# LA CAMPAGNE DE PRODUCTION 2017

## Gel et fortes chaleurs influent sur les résultats 2017

Deux épisodes de gel en avril font chuter les températures jusqu'à -5°C. Le gel a un impact fort sur les vignes, les noix et les châtaignes mais touche également les autres fruitiers. Les dégâts les plus importants sont relevés sur la vigne dans le Lot, où la production chute de 70%. Le gel est moins ressenti dans le Gaillacois et le Gers. Sur les grandes cultures, la campagne culturale est marquée par un déficit hydrique généralisé et de fortes chaleurs courant juin. Si ces éléments ont freiné le potentiel de développement des cultures, ils ont également limité la pression parasitaire. Les moissons sont précoces, la majorité des chantiers de récolte sont achevés au 15 juillet.

## Des rendements moyens, mais de qualité

Les rendements des céréales et oléagineux en Midi-Pyrénées se situent dans la moyenne des cinq dernières années. Le tournesol fait exception avec un rendement régional en progression de plusieurs quintaux.



Les céréales à paille, généralement, ont des teneurs en protéines supérieures à 12% pour le blé tendre, 14% le blé dur et des poids spécifiques dans les normes.

Cependant un taux de mitadins élevé sur les blés durs récoltés après orage, les rend difficiles à commercialiser.

La canicule a fait aussi craindre des difficultés de fécondation sur maïs, mais le retour des pluies a limité ses conséquences donnant au final des rendements régionaux très satisfaisants (103qx).

## Prix des céréales et oléagineux inférieurs à 2016

Le marché du blé tendre demeure déséquilibré par une offre mondiale très abondante, où la présence de stocks volumineux empêche la remontée des cours. La Russie, grâce à une récolte record et de qualité, se place à l'international et conserve son rang de 1<sup>er</sup> pays exportateur devant les USA. La France, qui avait fait une mauvaise récolte en 2016, est désormais supplantée sur ses marchés traditionnels qu'elle peine à regagner. Malgré un léger mieux, le niveau des exportations ne retrouve pas celui atteint en 2015. Notre pays est en outre handicapé par un euro fort comparé au dollar. Le taux de change atteignait 1.20 \$ après la récolte, contre 1.12 \$ en 2016. Dans notre région, les embarquements de blé tendre à destination de pays tiers ont dépassé le niveau de 2016, mais pour le blé dur la situation est bloquée. Le marché des huiles, sur lequel s'alignent colza et tournesol, est moins favorable que l'an passé, même si le soja reste toujours très demandé par le marché asiatique.

## Évolution maîtrisée des charges

Dans un contexte nettement baissier depuis 2012, le montant des charges 2017 devrait rester quasiment équivalent à celui de 2016. De plus, les situations de trésorerie dans un certain nombre de filières, comme les céréales ou le lait, conduisent plutôt à éviter les dépenses non indispensables.

Après un léger rebond début 2017, le prix de l'engrais retrouve le niveau de 2010. De même, les carburants demeurent à un prix encore bas avant l'accord entre les producteurs de pétrole le 30/11 dernier. Dans le secteur de l'élevage, les fabricants d'aliments disposent de céréales de qualité et peu onéreuses. Seul le tourteau de soja reste cher.

Ce niveau de charges maîtrisé est positif pour le résultat 2017.



## Les hypothèses de prix retenues pour la simulation

Prix à la tonne	Mini	Moyen	Maxi
Blé tendre	135	150	165
Blé tendre améliorant	175	190	205
Blé dur	190	215	240
Orge	120	125	135
Maïs	125	135	145
Sorgho	105	115	125
Tournesol	295	115	125
Tournesol oléique	310	340	360
Colza	310	330	350
Soja y c alimentaire	300	320	340

Source : CERFRANCE MIDI-PYRÉNÉES  
Estimation au 16 novembre 2017 - Prix taxes non déduites pour un produit aux normes. Pour chaque culture, les intervalles de prix ont été retenus pour la simulation en tenant compte de la conjoncture spécifique à la production et des prix payés localement.

## PAC : premières conséquences

Après 3 ans de mise en application, la réforme se traduit par un rééquilibrage entre exploitations de cultures et d'élevage. Ce rééquilibrage intervient dans une période de prix bas des céréales, aggravant les difficultés des exploitations en grandes cultures. Les petites exploitations, qui devaient être particulièrement aidées, peinent quelquefois à appliquer les 5% de SIE (Surface d'Intérêt Environnemental) ou la diversité des cultures.

Dans les exploitations d'élevage, les aides sont venues renforcer le résultat des éleveurs en zone défavorisée. L'ICHN, bien que versé tardivement aux producteurs laitiers, a été d'un véritable secours après une année 2016 difficile. Dans certaines exploitations de montagne, les aides représentent plus de 45% du produit, ce qui interroge quant à la pérennité de ces modèles dans un contexte de réduction budgétaire.

Quant aux zones intermédiaires (défavorisées de plaine & coteaux), situées surtout dans le Gers et la Haute Garonne, les nombreux systèmes de polyculture ou polyculture élevage y cumulent les handicaps : ils perdent les aides liées à la surface, ne bénéficient pas des revalorisations accordées aux zones plus défavorisées et parfois intègrent les contraintes des zones vulnérables. La perte de compétitivité est réelle et mesurable économiquement, impactant notamment l'avenir de l'élevage dans ces zones.

# LES RÉSULTATS PRÉVISIONNELS

## GRANDES CULTURES

### Maïs semences

Les surfaces sous contrat continuent de se réduire, avec une baisse moyenne de 9% estimée en Midi-Pyrénées. Il faut cependant nuancer ce chiffre, car les situations individuelles varient en fonction de l'établissement semencier avec lequel les producteurs travaillent. Au vu de la diminution des surfaces, nous avons cette année retenu des exploitations dont la surface en maïs semence dépasse 8 ha et non plus 10 ha les années précédentes.

Les pluies intervenues en début d'été, après la canicule, ont permis à la culture de traverser correctement la phase de fécondation. Les rendements seraient très bons à excellents, avec des objectifs dépassés et un produit/ha souvent supérieurs à 4 000€.

A noter qu'il est possible que le montant des aides Pac soit légèrement surestimé dans les comptabilités. En effet, des aides 2015 versées après clôture de l'exercice 2015 ont été enregistrées au titre de 2016.

L'EBE moyen régional, estimé autour de 25 000€ pour une exploitation de 110 ha soit 220-230€/ha, couvre les besoins financiers de l'entreprise, mais laisse un revenu disponible pour la famille et l'autofinancement inférieur à 7000€/UTH familiale.

Cela fait maintenant 5 années que les revenus ne sont pas au rendez-vous et que les entreprises ne maintiennent leur équilibre de trésorerie qu'au prix d'un endettement croissant. La volatilité des cours pèse sur les revenus des producteurs, et sur le modèle d'agriculture familiale.

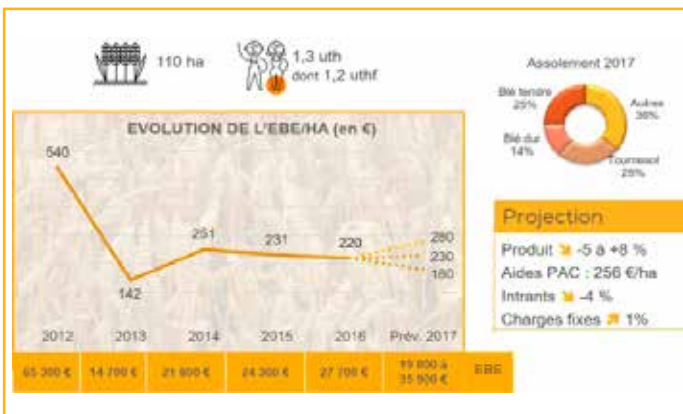


La simulation montre néanmoins une possible baisse du résultat ; elle est aussi la conséquence d'un marché des céréales en berne et d'une révision des aides Pac. Les charges diminuent peu. L'EBE moyen, estimé à environ 400€/ha, couvre les annuités de l'exploitation mais le revenu disponible pour la famille et l'autofinancement dépasse à peine 10000€/UTH familiale. Les annuités absorbent plus de 75% de l'EBE.

En 2014, face à une forte demande de multiplication, les agriculteurs se sont équipés et endettés. Or, dès l'année suivante, les surfaces ont accusé un recul qui se poursuit encore aujourd'hui. Pour maintenir leur revenu et valoriser leur savoir-faire, les producteurs sont contraints de se diversifier sur de nouvelles productions à haute valeur ajoutée.

### Céréales en sec : une nouvelle campagne difficile

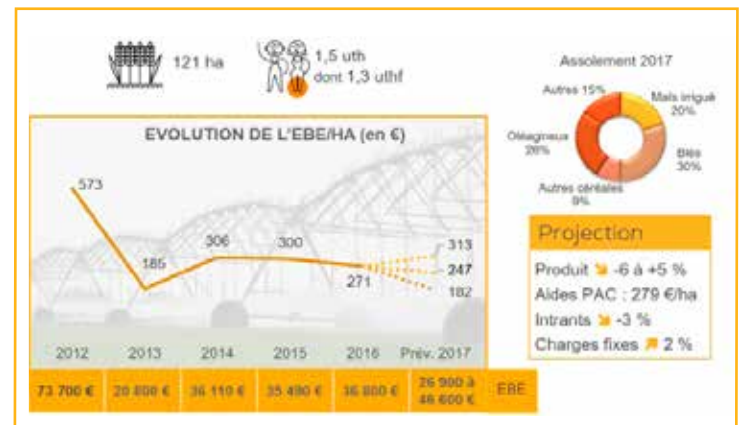
Dans les systèmes blé-tournesol, les résultats de la campagne 2017 devraient être voisins de ceux de 2016. Les rendements régionaux se situent dans la moyenne quinquennale. Quant aux prix, ils restent bas : des stocks mondiaux importants et un euro fort empêchent la remontée des cours du blé tendre. Le marché du blé dur stagne.



### Céréales irriguées : revenus stables à baissiers

Dans ces exploitations, entre le quart et le tiers de la surface est irriguée en moyenne. Le maïs domine toujours l'assolement mais recule au profit du blé, du pois ou du soja, qui, depuis plusieurs années, dégage une marge supérieure. Des productions spéciales, telles que légumes, semences ... complètent l'assolement grâce à l'irrigation.

Si le maïs affiche de très bons rendements, les prix se situent cette année encore en-dessous des prix de seuil. Le prix du soja est inférieur à 2016. Avec des charges quasi-constantes, on s'attend à un repli des résultats en 2017, sauf progression des cultures de diversification.



Avec un EBE estimé à 250€/ha, la plus-value apportée par l'irrigation devrait se réduire. Une fois les annuités remboursées, il restera seulement 8 500€/UTH familiale pour couvrir les prélèvements privés et autofinancer l'entreprise. La situation de trésorerie se dégrade depuis maintenant 5 ans.

# LES RÉSULTATS PRÉVISIONNELS

## PRODUCTION DE LAIT ET DE VIANDE

### Lait de brebis (zone Roquefort) : une campagne 2017 marquée par les effets de la réforme laitière ovine

Les industriels souhaitent allonger la période de production et étaler la production et ainsi réduire le pic de la production de janvier/avril. Pour cela ont été mis en place une grille tarifaire et un % du volume produit différent suivant les périodes, avec une incitation à produire du lait hors période haute grâce à un prix plus attractif et une réduction des contraintes.

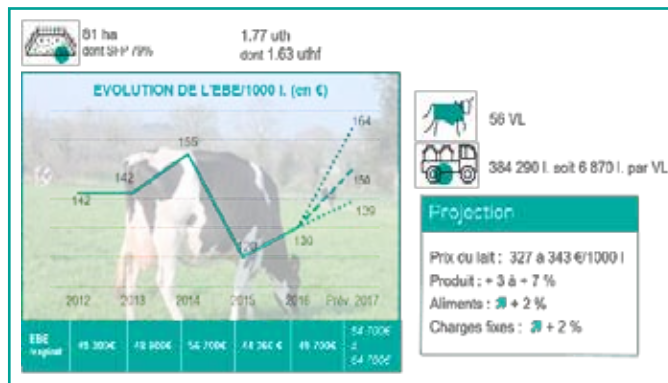
Chaque producteur développe sa propre stratégie en matière de période de production et de volume en prenant en compte le prix mais aussi ses propres conditions (climatiques, alimentaires) et ses souhaits d'organisation. Ses décisions ont une incidence sur ses coûts de production.

La collecte 2017 en Occitanie est en baisse (évaluée entre -3.3% et -4.6% selon les sources). Cette baisse s'explique en partie par une baisse du nombre de producteurs. Nous retenons donc pour la simulation une baisse de 2%.

En terme de prix on constate des écarts de valorisation entre exploitations. Nous retenons comme hypothèse une légère baisse du prix du lait en 2017.

### Lait de vache : une amélioration en 2017

Le marché du lait est de plus en plus mondialisé et le marché mondial est déséquilibré : le surplus de production de l'an dernier s'estompe, la poudre de lait reste excédentaire mais le beurre par exemple a connu une pénurie de quelques semaines. Alors que jusqu'à fin 2016 nous étions dans un plan de réduction laitière, et malgré le faible impact de ce plan, on constate plutôt aujourd'hui une offre inférieure à la demande.



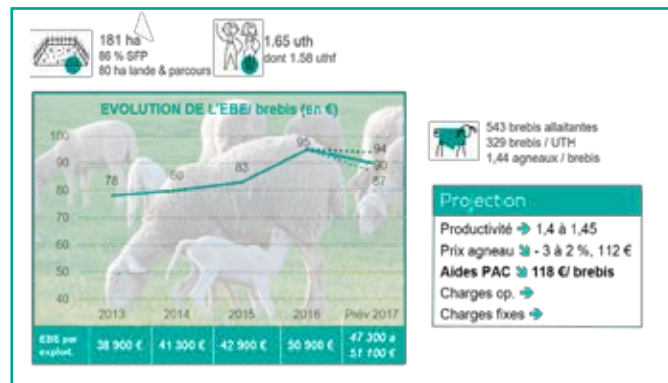
La conséquence est positive pour les producteurs avec une nette remontée du prix du lait. Compte tenu du début de la campagne, il a été retenu un prix variant de 327 à 343 €/1000l (334 € en moyenne et 343 € pour les clôtures au 31/03/2018).

Le niveau de charges modéré permettrait d'atteindre en EBE/1000 l. proche de celui de 2014. L'EBE par exploitation serait plus élevé du fait de l'augmentation des troupeaux. Cette amélioration intervenant après deux ans plus difficiles permet de reconstruire les trésoreries.

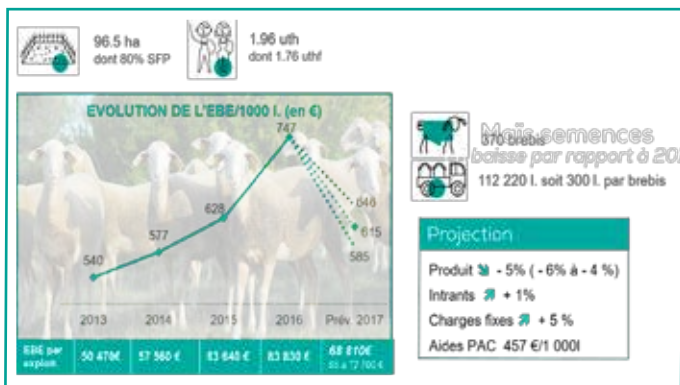
### Viande ovine : le paradoxe

Après un début difficile dû à l'afflux des agneaux laitiers, les cours se sont raffermiss pour la fête de Pâques et les conditions climatiques favorables à la consommation. Ils sont orientés favorablement depuis. Les arrêts d'exploitation entraînent une baisse de production et permettent de maintenir à flot la filière face à la baisse généralisée de la consommation.

Les résultats des exploitations ovines sont orientés positivement depuis quelques années, notamment grâce aux réformes successives de la PAC.



L'EBE devrait se maintenir au-dessus de 90 €/brebis. Le poids des aides est de plus en plus élevé, 45 % du produit. Cela marque une fragilité du système à long terme, dans un contexte de réduction des aides et de questionnement quant aux débouchés futurs.



La chute du produit s'explique principalement par un produit en agneaux plus faible et une diminution des aides.

Les intrants sont en très légère hausse (baisse du coût des engrais mais légère hausse de l'aliment car ration de base de qualité médiocre pour la récolte de 2016). Par contre, les charges fixes sont en hausse plus marquée (carburants, cotisations sociales exploitant).

Après un EBE/1000l. record en 2016, l'EBE de 2017 est comparable à celui de 2015. Du fait de l'augmentation de la production, l'EBE global par exploitation est supérieur aux années 2013 à 2015.



# LES RÉSULTATS PRÉVISIONNELS

## VIANDE BOVINE ET PALMIPÈDES

### Viande bovine : un marché du maigre en changement

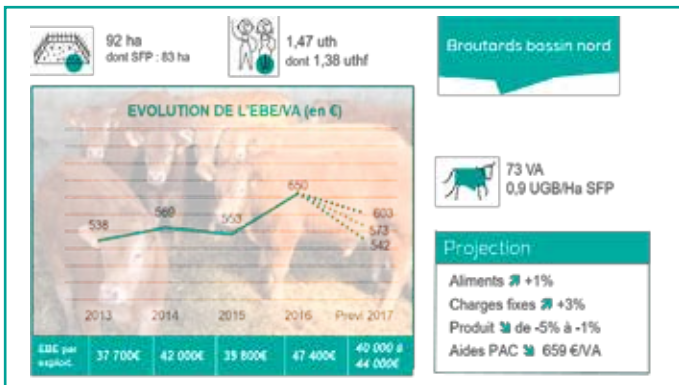
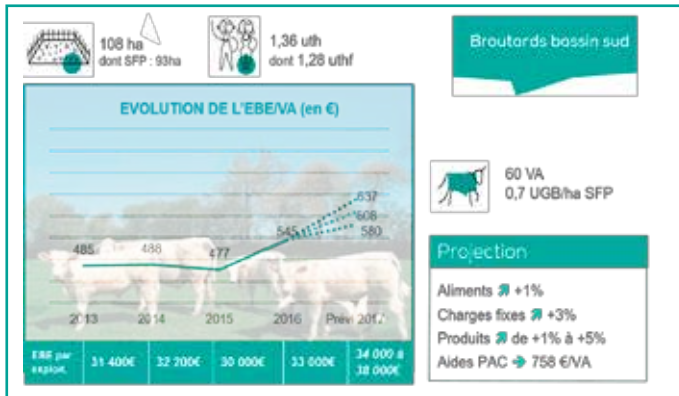
Les 2 principaux débouchés sont toujours l'Italie et l'Espagne, avec une demande essentiellement tournée vers des animaux plus légers, pour correspondre aux besoins des GMS en Italie et à la demande des pays méditerranéens pour l'Espagne.

Ainsi les exportations progressent globalement de 3%, mais de façon plus marquée pour les mâles de 160 à 300Kg (+13%) et pour les femelles (+15%).

Le marché turc peine à redémarrer, la consommation française est toujours en berne, la demande à l'export changeante, autant d'éléments qui pèsent sur le marché des veaux lourds du nord de notre région qui accuse une baisse de 6% des volumes exportés.

Sur le marché de la viande, l'arrêt de la décapitalisation laitière est favorable aux races allaitantes dont les abattages augmentent, avec des cours qui sont plus hauts qu'en 2016 mais inférieurs à la moyenne 2012-2016. Toutefois, les conditions climatiques sèches et le manque de stock de fourrage pourrait entraîner une décapitalisation qui déstabiliserait le marché.

La seconde vague en 2017 touche principalement le Gers et l'Aquitaine, qui restent de loin les premiers producteurs nationaux. Par contre cette fois le Lot n'est pas touché. Les abattages sont massifs avec des zones réglementées et des zones de surveillance. Les conditions d'indemnisation du vide et des abattages sont identiques. Environ 70% des éleveurs gersois ont été touchés par cette seconde vague. L'indemnisation n'a été perçue qu'à 70% pour l'instant.

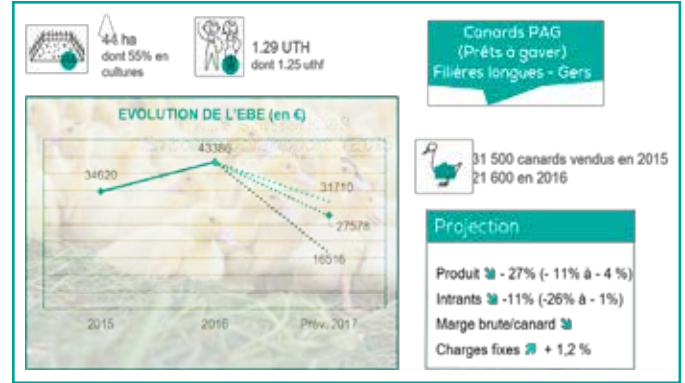


Cette orientation du marché devrait favoriser le bassin sud de notre région sur lequel la production de broutards légers est importante.

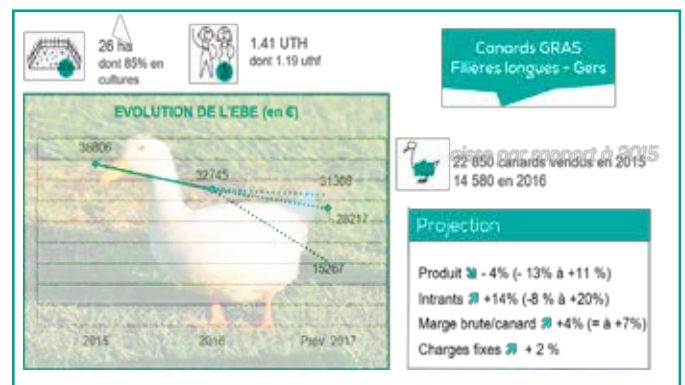
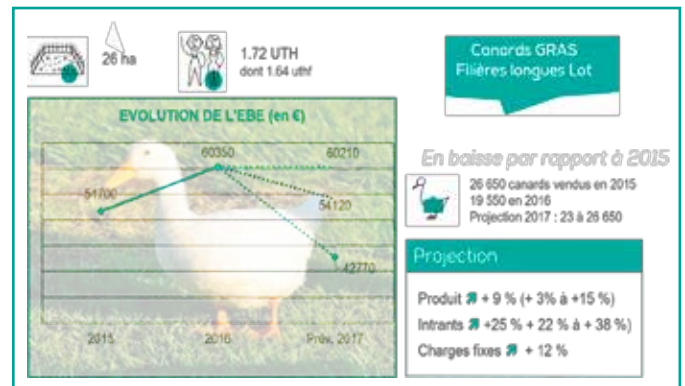
Par contre le bassin nord, spécialisé en production de veaux lourds, devrait voir l'EBE de ses exploitations impacté à la baisse, plus ou moins selon l'adaptation des exploitations au changement du marché.

### Palmipèdes: une seconde épidémie d'influenza aviaire

En 2016, l'ensemble du Sud-Ouest (près de 75 % de la production française, soit deux tiers de la production mondiale) était concerné. Le plan de biosécurité a obligé à un vide sanitaire complet de douze à seize semaines. Outre cet arrêt de production, des normes supplémentaires sont mises en place, avec pour conséquence une hausse des coûts de production. Le taux de remplissage est de 75 à 80 % d'une année classique. Les indemnités ont heureusement été à la hauteur de la perte de marge brute et ont donc bien compensé cette perte.



La baisse de production marquée induit un EBE en baisse pour les producteurs de canards PAG du Gers. Contrairement à 2016, les indemnités ne compenseraient pas cette chute.



Concernant les canards gras, une spécialisation s'opère avec l'abandon des ateliers PAG. L'impact de la crise aviaire est moins important que pour les PAG car il y a une augmentation des marges et pas de baisse du taux de remplissage ni d'investissement supplémentaire (les salles de gavage étaient déjà aux normes de biosécurité). Dans le Lot, le résultat 2016 est influencé positivement par les indemnités malgré la forte baisse de production. A noter également les résultats techniques améliorés après le vide.

2017 marque le retour à un niveau plus élevé du nombre de canards produits sans atteindre toutefois le niveau de production 2015 avant la mise en place des bandes uniques. L'EBE devrait se situer dans la moyenne de ces trois dernières années.

# LES RÉSULTATS PRÉVISIONNELS

## ARBORICULTURE

### Pommes : une 3<sup>ème</sup> bonne année

En Occitanie, moins touchée par le gel d'avril que d'autres régions françaises ou européennes, la récolte devrait être en moyenne supérieure de 2% à 2016. Mais certains producteurs ont pu perdre 30 à 45% de leur récolte.

Le gel et les fortes chaleurs ont tout de même pénalisé la qualité et entraîné des déclassements vers l'industrie.

Même si le marché a démarré lentement du fait de l'entrée de pommes venant de l'hémisphère sud et d'un climat peu favorable à la consommation en début d'automne, il devrait se rééquilibrer « grâce » à la petite récolte.

Cela laisse espérer des prix en augmentation durant l'hiver. Attention toutefois : la part de la récolte qui partira vers l'industrie peut atténuer le chiffre d'affaires.

Nous pouvons espérer une 3<sup>ème</sup> bonne année tout en restant prudent car la campagne de commercialisation ne fait que débuter.

### Fruits d'été : stabilité

**Cerise** : en Occitanie la production est précoce et en progression par rapport à 2016 (+26%), et par rapport à la moyenne quinquennale (+ 9%), grâce à des conditions climatiques favorables durant l'hiver et le début du printemps.

Mais les gelées d'avril, suivies de la grêle et de la pluie ont provoqué une baisse de calibre et des difficultés de conservation. La mouche *Drosophila Suzukii* est toujours fortement présente.

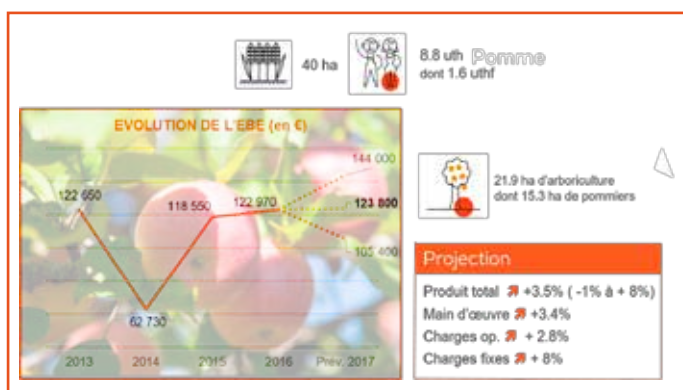
En début de saison le prix est pénalisé par les petits calibres. Même si la qualité s'améliore et que la consommation est favorisée par le climat de juin, cette dernière n'absorbe pas la totalité de la production.

Les cours demeurent nettement inférieurs à ceux de 2016: - 30% à -15% suivant les semaines.

**Prune de table** : La récolte a été précoce malgré les gelées. La production est supérieure à 2016. Les fruits sont d'une bonne qualité gustative grâce aux conditions climatiques.

Commercialement, le début de saison a été difficile du fait du télescopage avec les autres fruits d'été.

A partir du mois d'août, la demande est bien orientée ainsi que les prix, du fait d'une petite récolte et d'une moindre concurrence. Au global, le chiffre d'affaires moyen par ha devrait être proche de celui de 2016 sauf pour certains producteurs qui ont été fortement touchés par le gel d'avril.



Compte tenu des éléments de conjoncture, le produit total devrait être en hausse.

Par contre l'augmentation des charges est importante : plus de main d'œuvre, plus de cotisations exploitant, hausse des postes tels qu'entretien réparation, travaux par tiers.

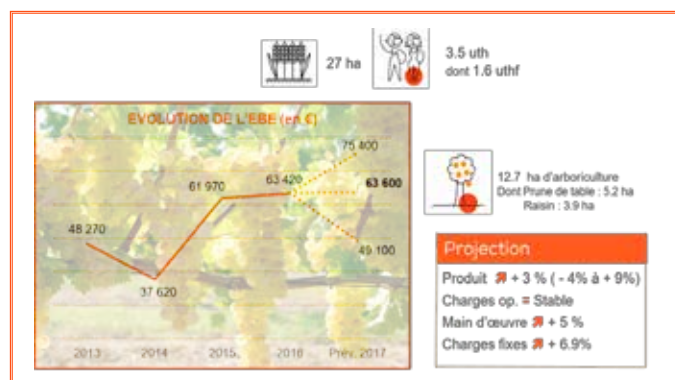
Au final, l'EBE devrait donc être sensiblement identique à celui de 2016.



**Raisin** : Malgré quelques aléas (grêle, présence de Botrytis) la production est élevée et légèrement supérieure à 2016.

Les protections anti gel ont été utiles.

Le marché est plus favorable qu'en 2016. La mise en marché a été précoce. Les prix sont bien orientés, notamment en fin de saison. Ils seront en moyenne supérieurs à 2016, et légèrement supérieurs à la moyenne quinquennale.



L'EBE moyen devrait être stable par rapport à 2016.

Compte tenu des aléas de la campagne, la dispersion des résultats peut être importante selon les impacts climatiques, les espèces, les périodes de commercialisation.

# LES RÉSULTATS PRÉVISIONNELS

## VITICULTURE

### Production viticole en forte baisse

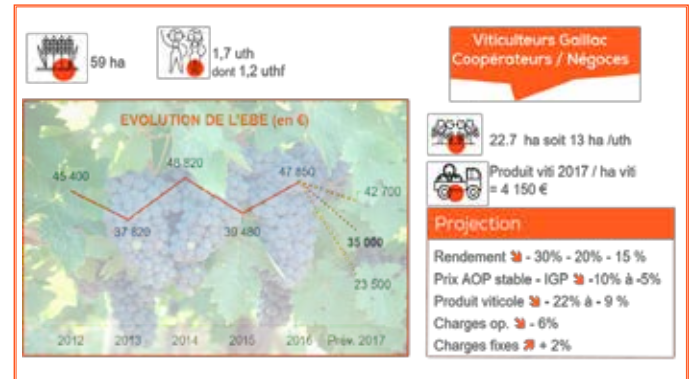
La vendange mondiale est déficitaire de 9 % par rapport à 2016. Les trois principaux producteurs européens, France, Espagne et Italie, connaissent une perte de production respective de 20, 15 et 23 %.

En France cette chute est due à deux épisodes de gel tardifs fin avril alors que la végétation était en avance. La production baisse de 20 % sur l'ensemble du Sud-Ouest et jusqu'à 80 % sur le vignoble de Cahors, le plus touché.

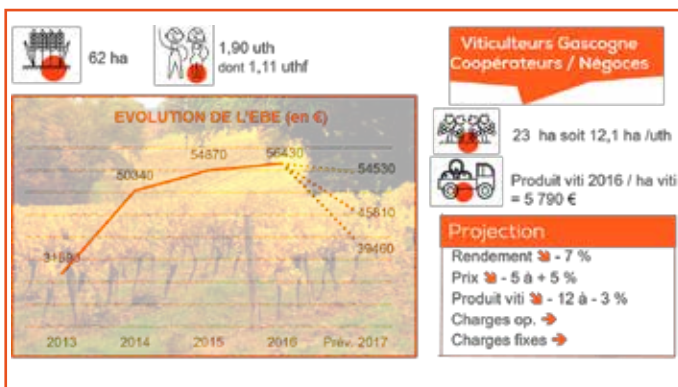
L'assurance aléas climatiques, pour les exploitations assurées, viendra partiellement atténuer les conséquences.

Les prix ont baissé pour les vins IGP et sans IG du fait de la forte disponibilité liée à une bonne récolte 2016.

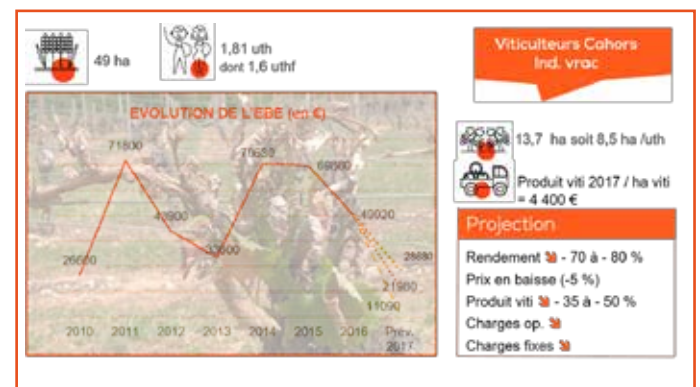
Pour les AOP, les prix se sont maintenus ou ont légèrement baissé. La baisse mondiale de production pourrait avoir un impact positif sur les prix mais seulement à partir de 2018.



Après une récolte 2016 historiquement élevée, la perte de production est sévère et provoquerait une baisse de l'EBE au niveau déjà très bas de 2013.



La baisse des rendements est le principal facteur explicatif de la chute de 19 % de l'EBE.



Le niveau de production est historiquement bas à 72 mhl, 2 fois moins qu'en 2013, 70 % de moins que l'an dernier. L'EBE dimuerait à des niveaux comparables à ceux de la crise du début des années 2000.



### Précautions de lecture

Ces résultats prévisionnels sont établis alors que la campagne de production et de commercialisation est toujours en cours et que les exploitants n'ont pas réalisé leurs derniers arbitrages de gestion. Bien des événements peuvent encore se produire.

Les chiffres correspondent à des moyennes régionales. Or Midi-Pyrénées est une grande région, avec une agriculture très diversifiée et des systèmes de production différents. La moyenne régionale peut masquer des écarts significatifs entre les départements et les exploitations.

Il faut donc interpréter ces prévisions comme des tendances et non des résultats définitifs.

### Méthodologie

Nos chargés d'études analysent les événements intervenus au cours de la campagne de production en cours : rendements, cours et prix de vente, consommation d'intrants, ... et en déduisent des hypothèses à retenir pour les simulations.

Ils intègrent ces hypothèses dans un outil de simulation propre à chaque filière, construit sur la base des données économiques de la campagne précédente (à savoir 2016) sur un échantillon d'exploitations.

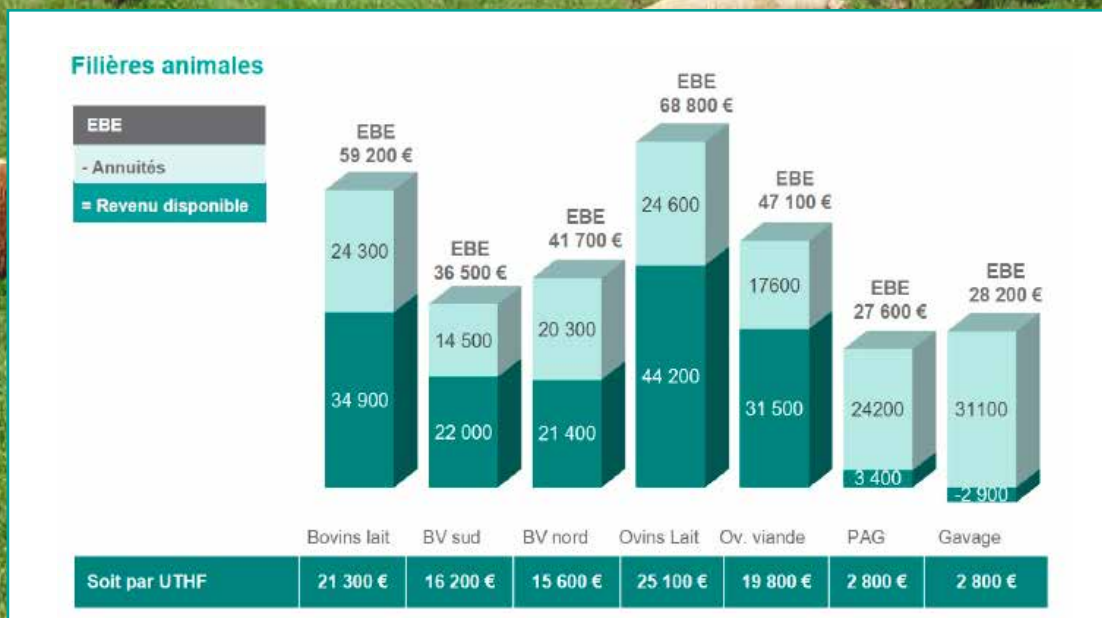
Chaque département réalise des simulations pour les filières les plus représentées localement puis une synthèse régionale est effectuée en pondérant le poids de chaque département dans la production de Midi-Pyrénées.

Sont simulés par filière : l'évolution des produits, l'évolution des charges et l'évolution de l'EBE (Excédent brut d'exploitation).

# LE REVENU DISPONIBLE ESTIMÉ 2017

Le revenu disponible sert à rémunérer le travail l'exploitant et à dégager une capacité d'autofinancement pour l'exploitation.

A titre de repère, on considère que l'entreprise doit permettre de dégager un revenu disponible au moins équivalent au SMIC net (13800€) par UTHF, + 5% de l'EBE, pour pouvoir assurer à la fois la rémunération des exploitants et l'autofinancement de l'exploitation. Ce ne sera vraisemblablement pas le cas pour de nombreuses filières en 2017, ce qui va une nouvelle fois impacter sur la trésorerie.



Cette étude a été réalisée, pour le compte du Club des partenaires « Etudes et Observatoires Economiques Cerfrance », par le groupe observatoire : Damien Ameline (46), Cathy Bigouin (81-82), Elisa Delporte (32), Marie Annick Méréelle (31), Magali Roubière (MP) et Sandrine Sabatier (09).

Les 8 chargés d'études des CERFRANCE de Midi-Pyrénées ont fourni les données et les éléments de conjoncture pour alimenter les simulations départementales.

La mise en forme de la brochure a été réalisée par Stéphanie Lahaye (MP).